

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1767 DU 19 NOVEMBRE 2024

Portant refus de la demande d'autorisation environnementale
déposée par la société C.E.P.E GRANDS COMMUNAUX pour l'exploitation d'une installation de
production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent
sur les communes d'Antheuil et Saint-Jean-de-Boeuf

-

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-1 à L. 181-4, L. 341-7, L. 341-10, L. 411-2, L. 414-4, L. 511-1, R. 122-5, R. 181-16, R. 181-39 à R.181-41 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le code de justice administrative, notamment son Livre IV ;

VU le code forestier, notamment son article L. 341-3 ;

VU le code de l'énergie, notamment l'article L. 211-2-1 ;

VU le code du patrimoine, notamment son article L.612-1 ;

VU la convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, adoptée le 16 novembre 1972 ;

VU la directive européenne n°79/409 du 6 avril 1979, dite directive "Oiseau", codifiée n°2009/147, du 30 novembre 2009 et ses annexes concernant la conservation des oiseaux sauvages sur le territoire des États membres ;

VU l'arrêté ministériel du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier la désignation de zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 selon l'article L. 414-1-II, premier alinéa, du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 18 janvier 2005 portant désignation du site Natura 2000 arrière Côte de Dijon et de Beaune (zone de protection spéciale) ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la liste rouge :

- des espèces menacées en France de l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN) de 2016 ;
- des oiseaux nicheurs en Bourgogne de 2015 ;
- des chiroptères de Bourgogne de 2015 ;
- des Rhopalocères et Zygènes de Bourgogne de 2015 ;
- des amphibiens de Bourgogne de 2015 ;
- des reptiles de Bourgogne de 2015.

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU la demande d'autorisation environnementale présentée en date du 30 juillet 2020 par la société C.E.P.E Grands Communaux pour l'exploitation d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes d'Antheuil et Saint-Jean-de-Boeuf ;

VU l'accusé de réception de la demande susvisée en date du 30 juillet 2020 ;

VU les courriers de demande de compléments du 26 novembre 2020 et du 30 mars 2022 ;

VU les compléments transmis par le pétitionnaire par courriers du 29 octobre 2021 et du 3 octobre 2022 ;

VU les avis de la direction départementale des territoires du 5 octobre 2020 et du 16 décembre 2021 ;

VU l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) du 18 mars 2022 ;

VU l'avis du Conseil national de la protection de la nature (CNP) du 19 janvier 2023 ;

VU les réponses à l'avis du CNPN transmises par le pétitionnaire le 25 mai 2023 ;

VU le mémoire en réponse à l'avis de la MRAE transmis par le pétitionnaire le 25 mai 2023 ;

VU le rapport du 29 septembre 2023 de fin de phase d'examen de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté ;

VU l'arrêté préfectoral n°1504 du 20 octobre 2023 portant ouverture d'une enquête publique de 43 jours consécutifs, sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société C.E.P.E Grands Communaux ;

VU la lettre préfectorale du 7 février 2024 accordant un délai de report 10 jours pour la remise du rapport et des conclusions motivées en application du L. 123-15 du code de l'environnement.

VU le registre de l'enquête publique réalisée du 30 novembre 2023 au 11 janvier 2024, ainsi que le rapport et l'avis de la commission d'enquête en date du 16 février 2024 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 855 du 21 mai 2024 portant sursis à statuer sur une demande d'autorisation environnementale dans le cadre du projet de parc éolien de la société CEPE GRANDS COMMUNAUX ;

VU le rapport du 17 juin 2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1449 du 11 septembre 2024 portant sursis à statuer sur une demande d'autorisation environnementale dans le cadre du projet de parc éolien de la société CEPE GRANDS COMMUNAUX ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de refus porté à la connaissance du demandeur le 14 octobre 2024 ;

VU les observations présentées par le demandeur en date du 25 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale en application des dispositions du Chapitre unique du Titre VIII du Livre Ier du code de l'environnement ;

Incidences Natura 2000

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation environnementale déposée comporte une demande de dérogation au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement pour destruction, altération, ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de 13 espèces d'oiseaux forestiers et patrimoniaux, 10 espèces de chiroptères, 2 espèces de Lépidoptères ainsi que pour destruction et perturbation intentionnelle de 16 espèces d'oiseaux forestiers et patrimoniaux, 18 espèces de chiroptères, 2 espèces de lépidoptères et 7 espèces d'herpétofaune ;

CONSIDÉRANT que le projet est implanté dans sa totalité au sein de la Zone de protection spéciale (ZPS) FR2612001 « Arrière Côte de Dijon et de Beaune », du réseau Natura 2000 ;

CONSIDÉRANT que le Faucon pèlerin, parmi les espèces d'oiseaux ayant justifié la désignation de cette ZPS, est une espèce présentant un enjeu très fort au sein de la zone, et que :

- elle est protégée en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- elle est inscrite en annexe I de la directive du 30 novembre 2009 (n°2009/147/CE, modifiant la directive « Oiseaux » de 1979) et qu'à ce titre, elle doit faire l'objet de mesures spéciales de conservation en particulier en ce qui concerne son habitat ;
- elle est inscrite sur la liste rouge mondiale des espèces menacées de l'UICN, classée « en danger » sur l'ancienne région Bourgogne ;
- la ZPS accueille plus d'un tiers de la population nicheuse bourguignonne ;
- son niveau de vulnérabilité à l'éolien est fort. Son altitude de vol courante et ses déplacements nids-zones d'alimentation la rendent très vulnérable aux risques de collision en phase d'exploitation des parcs éoliens. Sa forte sensibilité au dérangement également, facteur accru par les implantations d'aménagements en forêts ;

CONSIDÉRANT que le Circaète Jean-le-Blanc, parmi les espèces d'oiseaux ayant justifié la désignation de cette ZPS, est une espèce présentant un enjeu très fort au sein de la zone, et que :

- elle est protégée en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- elle est inscrite en annexe I de la directive du 30 novembre 2009 (n°2009/147/CE, modifiant la directive « Oiseaux » de 1979) et qu'à ce titre, elle doit faire l'objet de mesures spéciales de conservation en particulier en ce qui concerne son habitat ;
- elle est inscrite sur la liste rouge mondiale des espèces menacées de l'UICN, classée « en danger » sur l'ancienne région Bourgogne ;
- son niveau de vulnérabilité à l'éolien est fort. Son altitude de vol courante et ses déplacements nids-zones d'alimentation la rendent très vulnérable au risque de collision en phase d'exploitation des parcs éoliens. Sa forte sensibilité au dérangement également, facteur accru par les implantations d'aménagements en forêts ;
-

CONSIDÉRANT que parmi les autres espèces d'oiseaux ayant justifié la désignation de cette ZPS :

- l'alouette lulu est inscrite sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classée «vulnérable» sur l'ancienne région Bourgogne ;
- l'Aigle botté est inscrit sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classé «quasi menacé» en France et « en danger » sur l'ancienne région Bourgogne, et est fortement sensible à l'éolien en période de reproduction ;
- la Cigogne blanche est inscrite sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classée « quasi menacée » sur l'ancienne région Bourgogne et est fortement sensible à l'éolien en période de reproduction et en période d'hivernage ;
- la Cigogne noire est inscrite sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classée « en danger » en France et « en danger » sur l'ancienne région Bourgogne, et est fortement sensible à l'éolien en période de reproduction ;
- la Bondrée apivore est inscrite sur la liste rouge mondiale de l'UICN, et est fortement sensible à l'éolien en période de reproduction ;
- le Busard cendré est inscrit sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classé «quasi menacé» en France et « en danger » sur l'ancienne région Bourgogne, et est fortement sensible à l'éolien en période de reproduction ;
- le Busard des roseaux est inscrit sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classé «quasi menacé» en France et « en danger critique » sur l'ancienne région Bourgogne, et est fortement sensible à l'éolien en période de reproduction ;
- le Busard Saint-Martin est inscrit sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classé «vulnérable» sur l'ancienne région Bourgogne, et est fortement sensible à l'éolien en période de reproduction et en période d'hivernage ;
- la Chouette de Tengmalm est inscrite sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classée « en danger critique » sur l'ancienne région Bourgogne,
- le Grand-duc d'Europe est inscrit sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classé «vulnérable» sur l'ancienne région Bourgogne, et est fortement sensible à l'éolien en période de reproduction et en période d'hivernage ;
- le Milan noir est inscrit sur la liste rouge mondiale de l'UICN et est très fortement sensible à l'éolien en période de reproduction ;
- le Milan royal est inscrit sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classé «vulnérable» en France et « en danger » sur l'ancienne région Bourgogne, et est très fortement vulnérable aux collisions avec les éoliennes en période de reproduction et en période d'hivernage ;
- le Pic cendré est inscrit sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classé «en danger» en France et «quasi menacé» sur l'ancienne région Bourgogne ;
- la grue Cendrée est inscrite sur la liste rouge mondiale de l'UICN, classée «quasi menacée» sur l'ancienne région Bourgogne et est fortement sensible à l'éolien en période d'hivernage ;

CONSIDÉRANT que l'étude complémentaire a mis en évidence la présence d'un couple nicheur de Circaète Jean-le-Blanc dans l'aire d'étude immédiate ;

CONSIDÉRANT qu'un autre couple de Circaète Jean-le-Blanc a été observé à environ 6 km au sud-est du projet et peut être qualifié de proche considérant les distances que peut parcourir un Circaète Jean-le-Blanc lors de sa recherche de nourriture ;

CONSIDÉRANT que les 3 à 4 couples de Circaète Jean-Le-Blanc connus sur la ZPS représentent le quart de la population de la Côte-d'Or et environ 10 % de la population Bourguignonne ;

CONSIDÉRANT que l'absence d'identification de zone de nidification actuelle du Circaète Jean-le-Blanc au sein ou à proximité de la zone d'implantation potentielle du projet ne suffit pas à caractériser l'absence d'impact sur l'espèce, celle-ci pouvant s'alimenter régulièrement jusqu'à environ 6 kilomètres du nid, ni l'absence d'incidences significatives sur les objectifs de conservation de la ZPS ;

CONSIDÉRANT que l'étude naturaliste précise qu'« il est considéré que la dispersion des juvéniles de l'année peut amener certains oiseaux à fréquenter les espaces interstitiels du massif boisé (petits secteurs de pelouses, notamment) pendant une courte période précédant la migration et ainsi traverser ou contourner le futur parc éolien » ;

CONSIDÉRANT que l'étude naturaliste précise que « L'installation d'éoliennes au sein de ce dernier peut conduire à la désaffectation d'une partie du domaine vital, entraînant ainsi une réduction ou un déport de l'aire vitale, voire une fragilisation des effectifs locaux » ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des considérants énoncés précédemment qu'il ne peut être considéré que les impacts sur le Circaète Jean-le-Blanc sont globalement nuls ou faibles, et que l'impact du projet sur cette espèce a été sous-évalué ;

CONSIDÉRANT que les relevés avifaunistiques réalisés dans le cadre de l'étude d'impact ont permis d'identifier que la zone d'implantation potentielle et ses abords proches sont fréquentés par 15 des 21 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire pour lesquelles la ZPS a été désignée ;

CONSIDÉRANT qu'outre les risques de collision, l'implantation d'éoliennes, qui plus est en forêt, conduit à la fragmentation des territoires de certaines espèces, soit par destruction/altération de milieux, soit par l'évitement du parc par les oiseaux lors de leur déplacement ;

CONSIDÉRANT que le Busard des roseaux et le busard Saint Martin ont été identifiés sur la zone du projet en période de flux migratoire, et que le projet aura pour effet de fragmenter leurs habitats en produisant un effet « barrière » pour ces espèces lors de leurs déplacements, les impacts sur ces espèces d'avifaune migratrice qui ont été évalués comme négligeables sont sous-estimés ;

CONSIDÉRANT que la Bondrée apivore est bien représentée au niveau du périmètre d'étude de 5 km, qu'elle utilise la majeure partie de ce périmètre, que la nidification de l'espèce y a été avérée et que les milieux y sont particulièrement favorables ;

CONSIDÉRANT que la Bondrée apivore est donc potentiellement exposée au risque de collision avec les éoliennes de ce projet qui seront situées à proximité des sites de reproduction ;

CONSIDÉRANT que les autres espèces patrimoniales susceptibles d'être impactées par collision, effet barrière ou fragmentation de l'habitat par suite du défrichement sont l'Alouette lulu (classée «vulnérable»), le Bouvreuil pivoine (classé «vulnérable»), le Bruant jaune (classé «vulnérable») , le Pic cendré (classé «en danger») ;

CONSIDÉRANT les inventaires mettant en évidence la présence d'espèces protégées de chiroptères qui utilisent la zone d'implantation envisagée et ses abords aux différentes phases de leur cycle biologique, et notamment la Noctule de Leisler présente toute l'année et la Noctule commune qui utilise la zone d'implantation du projet en période de reproduction et comme axe de migration, notamment en fin d'été ;

CONSIDÉRANT que deux gîtes de reproduction de chiroptères sont présents dans l'aire d'étude immédiate :

- Une colonie de reproduction de Murin de Natterer (classé «vulnérable» en France et en Bourgogne) à proximité de la grotte de la Roche Chèvre au nord-est de la ZIP ;
- Une colonie de Petit rhinolophe (classé «quasi menacé» en Bourgogne) située au sein de la forêt de Bouilland.

CONSIDÉRANT la présence de 3 sites d'hibernation dans l'aire d'étude immédiate, et faisant partie du zonage Natura 2000 des sites FR2600975 « Cavités à chauves-souris de Bourgogne » et FR2601000 « Forêts, éboulis de la vallée du Rhoin et du ravin d'Antheuil » :

- la grotte du Bel Affreux, présentant la diversité et le nombre d'individus de chiroptères les plus élevés, sur la commune d'Antheuil à l'ouest de la ZIP ;
- la Grotte de la Roche Chèvre, située au nord-est de la ZIP présentant une importante diversité d'espèces de chiroptères ;
- la grotte au niveau de la Combe le Nait, dans la forêt de Bouilland au sud-est de la ZIP au sein de laquelle quelques espèces de Murins et les Petits et Grands rhinolophes (classés «en danger» en Bourgogne) ;

- CONSIDÉRANT** la vulnérabilité des chiroptères liée à la fragmentation de leur habitat, notamment pour le Murin de Bechstein ;
- CONSIDÉRANT** la destruction/altération de plusieurs hectares de forêt comportant notamment des arbres favorables aux gîtes des chiroptères, notamment dans la partie nord de la zone d'implantation des éoliennes ;
- CONSIDÉRANT** que les lignes directrices EUROBATS recommandent d'exclure les éoliennes des zones boisées qui représentent des territoires à forte valeur chiroptérologique, et que si ces lignes directrices n'ont pas de valeur réglementaire, la justification pour s'en écarter doit être sérieusement motivée ;
- CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire propose des mesures d'évitement et de réduction des incidences du projet sur la ZPS et sur les espèces ;
- CONSIDÉRANT** que la mesure d'évitement ME-C01 « Suppression et recul d'éoliennes en zones sensibles » n'est pas une mesure d'évitement, mais une mesure de réduction de l'incidence du projet. Le dossier de dérogation espèces protégées précise pour les chiroptères que le projet est susceptible d'entraîner « *la destruction de gîte et la perte d'habitats de chasse par perturbation* ».
- CONSIDÉRANT** que la mesure ME – ch 03 « Évitement de destruction d'arbres de gîtes potentiel en phase travaux » n'est pas une mesure d'évitement mais de réduction de l'incidence du projet. Le dossier de dérogation espèces protégées précise « *Des impacts directs sont possibles lors des défrichements puis des travaux d'implantation des éoliennes : destruction directe d'un gîte (voir d'individus) ou abandon à cause d'un dérangement trop important. Néanmoins, au regard de la qualité des microcavités observées et des occupations potentielles des gîtes, l'impact par mortalité accidentelle peut être considéré comme faible à moyen. Il existe par ailleurs une destruction d'habitats et de futurs gîtes (environ 14 ha défrichés).* »
- CONSIDÉRANT** que la mesure ME – Ch 04 « Évitement de perturbation d'arbres gîtes potentiels en bordure de chantier » n'est pas une mesure d'évitement mais de réduction de l'incidence du projet. Le dossier de dérogation espèces protégées précise « *Des impacts directs sont possibles lors des défrichements puis des travaux d'implantation des éoliennes : destruction directe d'un gîte (voire d'individus) ou abandon à cause d'un dérangement trop important.* »
- CONSIDÉRANT** que la mesure ME – Ch05 « Évitement d'habitats d'intérêt au niveau des voies d'accès temporaires » n'est pas une mesure d'évitement mais de réduction de l'incidence du projet. Le dossier de dérogation espèces protégées précise « *Entre 13 000 et 18 000 m² de milieux ouverts favorables au Damier de la Succise et aux autres espèces de milieux ouverts seront impactés par la création de voies d'accès [...] (impact allant de 4,5 % à 11,5 % de la surface totale de l'habitat de l'espèce au sein de l'aire d'étude).* » (le Damier de la Succise est inscrit sur la liste rouge européenne des espèces menacées, classé «quasi menacé» sur l'ancienne région Bourgogne avec une régression de son habitat). Le dossier de dérogation espèces protégées précise également « *Outre la réduction de la surface d'habitat impacté par la réduction des surfaces déboisées d'environ 2 ha (Réduction des surfaces défrichées) et sur les surfaces de prairies pâturées. [...] Pour l'habitat d'intérêt communautaire qu'est la hêtraie-chênaie l'impact du projet est porté à 5 250 m², soit environ 0,5 % de la surface inventoriée dans l'aire d'étude.* »
- CONSIDÉRANT** qu'il ressort des considérants énoncés précédemment que les mesures d'évitement et de réduction sont inadaptées, insuffisantes, ou qu'elles contreviennent aux interdictions de perturbation intentionnelle d'espèces et de dégradation d'habitats d'espèces fixées à l'article L.411-1 du code de l'environnement et nuisent aux objectifs de conservation des espèces, et que le niveau d'impact résiduel du projet est sous estimé ;
- CONSIDÉRANT** qu'à l'issue de la mise en place de ces mesures des effets dommageables significatifs subsistent sur l'état de conservation des espèces et de leurs habitats naturels qui ont justifié la désignation du site, notamment le faucon pèlerin, le pic cendré, comme en atteste le dossier de dérogation espèces protégées en page 269 : « *41 espèces subiront un impact*

résiduel significatif et font l'objet d'une demande dérogation accompagnée de mesures compensatoires (14 oiseaux, 18 chauves-souris, 4 amphibiens, 3 reptiles et 2 papillons de jour). S'y ajoutent 9 espèces d'oiseaux présentant un risque de collision non négligeable (espèces communes cependant) mais dont l'impact résiduel est non significatif», et que ces effets dommageables significatifs sont sous estimés dans le dossier du pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'analyse que le projet est de nature à porter atteinte aux objectifs de conservation de la ZPS ;

CONSIDÉRANT qu'au titre du IV.1° de l'article R.414-23 du code de l'environnement, si de tels effets significatifs dommageables subsistent, le dossier doit exposer la description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autres solutions que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier l'approbation du projet ;

CONSIDÉRANT que le choix de la zone du projet est en partie basé sur des données bibliographiques démontrant l'observation entre autres du Pic cendré, du Pic noir et de la Bondée apivore ;

CONSIDÉRANT que le choix de la zone du projet n'a pas donné lieu à un pré diagnostic, malgré l'importance des enjeux et la biologie des espèces ayant justifié la désignation de cette ZPS ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire n'a pas réalisé la comparaison des incidences sur l'environnement permettant de justifier le choix du site d'implantation du projet sur le territoire des communes d'Antheuil et Saint-Jean-de-Bœuf, situées dans leur globalité au sein de la ZPS, vis-à-vis des solutions alternatives envisagées ou envisageables, ni justifié les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autres solutions que l'implantation du projet dans la ZPS ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire n'a étudié qu'une Zone d'Implantation Potentielle pour son projet sur le territoire des communes de Saint-Jean-de-Boeuf et Antheuil ;

CONSIDÉRANT que les conditions du IV.1° de l'article R.414-23 du code de l'environnement ne sont pas remplies par le dossier du pétitionnaire,

CONSIDÉRANT qu'au titre du VII de l'article L.414-4 du code de l'environnement, si l'évaluation conclut à une atteinte aux objectifs de conservation d'une ZPS et en l'absence de solutions alternatives, l'autorité compétente peut donner son accord au projet pour des raisons impératives d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 211-2-1 du code de l'énergie prévoit que certains projets éoliens sont réputés répondre à une raison impérative d'intérêt majeur, et que cet article vise explicitement et uniquement le régime dérogatoire prévu par l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est donc pas réputé répondre à une raison impérative d'intérêt majeur au sens du VII de l'article L.414-4 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la Bourgogne-Franche-Comté (BFC) prescrit pour le secteur de l'éolien une puissance installée pour 2030 de 2 800 MW pour une production annuelle de 5 300 GWh ;

CONSIDÉRANT qu'en région Bourgogne-Franche-Comté 2 127 MW de puissance installée sont autorisés, dont 1 236 MW actuellement en service, et qu'en complément 1 257 MW de puissance installée sont en instruction (données de mars 2024) ;

CONSIDÉRANT que le développement de l'éolien par rapport aux objectifs 2030 de la région, contrairement à la mention de l'exploitant dans le dossier de dérogation espèces protégées, n'apparaît pas « en retard par rapport à ses objectifs» ;

CONSIDÉRANT que la démonstration de la raison impérative d'intérêt public majeur pour ce projet apparaît faible au regard des enjeux et des impacts potentiels sur les espèces qui ont justifié la désignation du site en ZPS ;

CONSIDÉRANT que le projet ne démontre pas d'avantages importants procurés à l'environnement et qu'aucun autre motif, notamment ceux liés à la santé ou à la sécurité publique ne sont avancés pour démontrer que le projet répond à une raison impérative d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT ainsi que le projet ne répond pas à une raison impérative d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires proposées ne permettent pas une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du site Natura 2000 ni du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000 (IV.2° de l'article R.414-23 du Code de l'environnement) ;

CONSIDÉRANT qu'aucun complément d'étude et aucune prescription particulière ne permettraient de garantir la compatibilité du projet avec les objectifs de conservation de la ZPS ;

CONSIDÉRANT qu'en application du VI de l'article L.414-4 du Code de l'environnement, le préfet est tenu de s'opposer au projet s'il résulte de l'évaluation de ses incidences que sa réalisation porterait atteinte aux objectifs de conservation de la ZPS ;

CONSIDÉRANT que conformément au 5° du II de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent également le respect des objectifs de conservation du site Natura 2000, lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'absence d'opposition mentionnée au VI de l'article L. 414-4 ;

CONSIDÉRANT que, par ailleurs, conformément à l'article L. 181-2 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale tient lieu, y compris pour l'application des autres législations, des autorisations, [...] lorsque le projet d'installations [...] relevant de l'article L.181-1 y est soumis ou les nécessite :[...]

6° Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;

CONSIDÉRANT par conséquent que l'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 qui est requise en application du VI de l'article L. 414-4, ne peut pas être retenue dans le cas présent et de ce fait que l'autorisation environnementale ne peut pas être accordée ;

Dérogation – Espèces protégées

CONSIDÉRANT en application de l'article L.411-1 du Code de l'environnement que pour les espèces protégées animales non domestiques ou végétales non cultivées et leurs habitats, sont interdits :

- la destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;
- la destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ;

CONSIDÉRANT que le projet de parc éolien des Grands communaux présente, après application des mesures d'évitement et de réduction, un risque suffisamment caractérisé sur des espèces protégées et leurs habitats, avec notamment des impacts résiduels significatifs sur les oiseaux et les chiroptères qui utilisent le massif forestier pour réaliser leur cycle biologique ;

CONSIDÉRANT qu'à ce titre une dérogation au titre du L.411-2 du code de l'environnement est nécessaire pour destruction, altération, ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos et pour perturbation intentionnelle d'espèces protégées ;

CONSIDÉRANT que l'octroi d'une demande de dérogation est soumise au respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- présenter des raisons impératives d'intérêt public majeur ;
- démontrer qu'il n'existe pas d'autres solutions alternatives satisfaisantes ;
- garantir le maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 211-2-1 du code de l'énergie prescrit que les projets d'installations de production d'énergies renouvelables au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie, y compris leurs ouvrages de raccordement aux réseaux de transport et de distribution d'énergie, sont réputés répondre à une raison impérative d'intérêt public majeur, au sens du c du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 411-6-1 du code de l'environnement prescrit que sont réputés répondre à une raison impérative d'intérêt public majeur, au sens du c du 4° du I de l'article L. 411-2 les projets d'installations de production d'énergies renouvelables, y compris leurs ouvrages de raccordement aux réseaux de transport et de distribution d'énergie, au sens de l'article L. 211-2-1 du Code de l'énergie, lorsqu'ils satisfont aux conditions prévues par les articles R. 211-1 à R. 211-6 du Code de l'énergie ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 211-2 prescrit que les projets d'installation situés à terre produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur le territoire métropolitain continental satisfont aux conditions prévues à l'article L. 211-2-1 si :

- La puissance prévisionnelle totale de l'installation est supérieure ou égale à 9 mégawatts ;
- La puissance totale du parc éolien terrestre raccordé à ce territoire, à la date de la demande de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 du code de l'environnement est inférieure à l'objectif maximal de puissance du parc éolien terrestre sur ce territoire, défini par le décret relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie mentionnée à l'article L. 141-1 du code de l'énergie.

CONSIDÉRANT que la puissance prévisionnelle du projet de parc éolien de la société CEPE GRANDS COMMUNAUX est 54,6 MW ;

CONSIDÉRANT qu'à la date du dépôt de la demande de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement la puissance totale du parc éolien terrestre raccordé en Bourgogne-Franche-Comté était inférieure à l'objectif inscrit dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

CONSIDÉRANT qu'en application du L. 211-2-1 du Code de l'énergie, le projet de parc éolien de la société CEPE GRANDS COMMUNAUX est réputé répondre à une raison impérative d'intérêt public majeur, au sens du c du 4° du I de l'article L. 411-2 ;

CONSIDÉRANT qu'une recherche dans le choix d'implantation du projet a été menée à l'échelle du département de la Côte-d'Or, mais aucune comparaison des incidences sur l'environnement n'a été réalisée avec les solutions alternatives envisagées par le pétitionnaire et par conséquent, le pétitionnaire n'a pas démontré qu'il n'existe pas d'autres solutions alternatives satisfaisantes ;

CONSIDÉRANT que le choix de la zone du projet ne s'appuie pas sur un pré-diagnostic environnemental, et ce malgré l'importance des enjeux du site d'implantation, comme en témoignent les éléments de bibliographie suivants :

- le projet s'implante intégralement dans la zone de protection spéciale « Arrière Côte de Dijon et de Beaune », désignée notamment par la présence de 22 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire ;

- deux gîtes de reproduction de chiroptères dans l'aire d'étude immédiate (1,5km autour de la ZIP) :
 - Une colonie de reproduction de Murin de Natterer (classé «vulnérable» en France et en Bourgogne) à proximité de la grotte de la Roche Chèvre au nord-est de la ZIP ;
 - Une colonie de Petit rhinolophe (classé «quasi menacé» sur la liste rouge de Bourgogne) située au sein de la forêt de Bouilland.
- 3 sites d'hibernation dans l'aire d'étude immédiate (1,5km autour de la ZIP), et faisant partie des sites Natura 2000 FR2600975 « Cavités à chauves-souris de Bourgogne » et FR2601000 « Forêts, éboulis de la vallée du Rhoin et du ravin d'Antheuil » :
 - la grotte du Bel Affreux, présentant la diversité et le nombre d'individus de chiroptères les plus élevés, sur la commune d'Antheuil à l'ouest de la ZIP ;
 - la Grotte de la Roche Chèvre, située au nord-est de la ZIP présentant une importante diversité d'espèces de chiroptères ;
 - la grotte au niveau de la Combe le Nait, dans la forêt de Bouilland au sud-est de la ZIP au sein de laquelle quelques espèces de Murins et les Petits et Grands rhinolophes (classés «en danger» sur la liste rouge de Bourgogne) ;

CONSIDÉRANT que les lignes directrices EUROBATS recommandent d'exclure les éoliennes des zones boisées qui représentent des territoires à forte valeur chiroptérologique, et que si ces lignes directrices n'ont pas de valeur réglementaire, la justification pour s'en écarter doit être sérieusement motivée ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire ne justifie pas l'absence d'alternative qui présenterait des impacts moindres sur la biodiversité à une implantation sur les communes d'Antheuil et Saint-Jean-de-Bœuf ;

CONSIDÉRANT l'absence de justification d'alternative de moindre impact sur la biodiversité, la dérogation au titre du L. 411-2 du Code de l'environnement ne peut être délivrée ;

CONSIDÉRANT que le projet est implanté au sein de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) FR2612001 « Arrière Côte de Dijon et de Beaune » qui a été désignée site Natura 2000 notamment par la présence d'individus de Faucon pèlerin et de Circaète Jean-le-Blanc ;

CONSIDÉRANT que le Faucon pèlerin est une espèce qui présente un enjeu fort au sein de la zone, compte tenu des éléments suivants :

- il est protégé en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- il est inscrit en annexe I de la directive du 30 novembre 2009 (n°2009/147/CE, modifiant la directive « Oiseaux » de 1979) et qu'à ce titre, il doit faire l'objet de mesures spéciales de conservation en particulier en ce qui concerne son habitat,
- il est inscrit sur la liste rouge mondiale des espèces menacées de l'UICN, classé «en danger» sur l'ancienne région Bourgogne ;
- son niveau de vulnérabilité à l'éolien est fort. Son altitude de vol courante et ses déplacements nids-zones d'alimentation rendent cette espèce très vulnérable au risque de collision en phase d'exploitation des parcs éoliens. Sa forte sensibilité au dérangement également, facteur accru par les implantations d'aménagements en forêts ;

CONSIDÉRANT l'identification d'un nid de Faucon pèlerin sur la commune de Saint-Victor-sur-Ouche à 2 km de la ZIP ;

CONSIDÉRANT que le Faucon pèlerin s'éloigne en moyenne de 5 à 6 km du nid et peut donc être amené à traverser la ZIP ;

CONSIDÉRANT que pour le Faucon pèlerin, l'étude d'impact conclut à des risques de collisions « très faible mais quotidien toute l'année » après application des mesures d'évitement et de réduction et que, par conséquent, les impacts résiduels demeurent caractérisés, notamment le risque de collision avec les pales ; à ce titre, des mesures compensatoires sont nécessaires ;

CONSIDÉRANT que le dossier ne présente pas de mesure compensatoire spécifique pour répondre à ce risque de collision de Faucon pèlerin ;

CONSIDÉRANT que la ZPS accueille plus d'un tiers de la population nicheuse bourguignonne et que la Côte-d'Or compte entre 26 et 28 couples de Faucon pèlerin ;

CONSIDÉRANT que l'atteinte que le parc fera peser sur la conservation de l'espèce à proximité immédiate du site d'implantation des éoliennes constitue un danger pour cette espèce qui ne pourra être prévenu par les mesures proposées dans le dossier ou par d'éventuelles prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que les conditions de maintien dans un état de conservation favorable des populations de Faucons pèlerins ne sont pas réunies ;

CONSIDÉRANT que le Circaète Jean-le-Blanc, parmi les espèces d'oiseaux ayant justifié la désignation de cette ZPS, présente un enjeu fort au sein de la zone, et que :

- il est protégé en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- il est inscrit en annexe I de la directive du 30 novembre 2009 (n°2009/147/CE, modifiant la directive « Oiseaux » de 1979) et qu'à ce titre, il doit faire l'objet de mesures spéciales de conservation en particulier en ce qui concerne son habitat ;
- il est inscrit sur la liste rouge mondiale des espèces menacées de l'UICN, classé «en danger» sur l'ancienne région Bourgogne ;
- son niveau de vulnérabilité à l'éolien est fort. Son altitude de vol courante et ses déplacements nids-zones d'alimentation le rendent très vulnérable au risque de collision en phase d'exploitation des parcs éoliens. Sa forte sensibilité au dérangement également, facteur accru par les implantations d'aménagements en forêts ;

CONSIDÉRANT que l'étude complémentaire de 2021 a mis en évidence que le Circaète Jean-le-Blanc utilise deux secteurs à proximité de la ZIP pour la chasse :

- le secteur de Saint-Jean-de-Boeuf situé à 1,5 km à l'ouest, qui s'étend vers la vallée de l'Ouche ;
- le secteur de Chevannes, 5 km à l'est, au droit duquel un couple nicheur est connu ;

CONSIDÉRANT que cette étude montre que la ZIP et ses abords présentent des habitats favorables à la nidification du Circaète Jean-le-Blanc, comme en témoigne la nidification connue dans l'aire d'étude éloignée jusqu'en 2011 en forêt de Chevannes à 4 km de la ZIP et la nidification jugée possible dans le secteur nord-est de l'aire d'étude immédiate (1,5km) ;

CONSIDÉRANT que le Circaète Jean-le-Blanc se déplace régulièrement sur des distances de l'ordre de 6 kilomètres autour du nid pour s'alimenter et peut donc être amené à traverser la ZIP en cas de nidification dans les habitats favorables identifiés précédemment ;

CONSIDÉRANT que l'étude naturaliste estime que la dispersion des juvéniles de Circaète Jean-le-Blanc de l'année peut amener des oiseaux à fréquenter les espaces du massif boisé où sont implantés les éoliennes ;

CONSIDÉRANT que l'étude naturaliste précise que *« l'installation d'éoliennes au sein de ce dernier peut conduire à la désaffectation d'une partie du domaine vital, entraînant ainsi une réduction ou un déport de l'aire vitale, voire une fragilisation des effectifs locaux »* ;

CONSIDÉRANT qu'en ce sens, l'étude d'impact conclut à des impacts bruts significatifs du projet sur le Circaète Jean-le-Blanc, et notamment à des impacts bruts faibles à moyens pour altération du domaine vital probable et abandon du site possible et à des impacts moyens pour collision ;

CONSIDÉRANT que l'étude d'impact conclut à une absence d'impacts résiduels significatifs sur le Circaète Jean-le-Blanc, après application des mesures d'évitement et de réduction, notamment en raison de l'utilisation de système de détection/arrêt des éoliennes ;

CONSIDÉRANT que des mortalités d'oiseaux sont constatées sur des parcs équipés de dispositifs de détection/arrêt, que la bibliographie actuelle ne permet pas de conclure à une efficacité

certaine de ces dispositifs, et que le dossier de demande d'autorisation n'apporte aucun élément de nature à démontrer le niveau de performance d'efficacité du système de détection/arrêt des éoliennes envisagé pour les espèces en présence ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des considérants énoncés précédemment qu'il ne peut être considéré que les impacts sur l'habitat du Circaète Jean-le-Blanc et le risque de collision d'individus juvéniles ou adultes ne sont pas significatifs, et que l'impact du projet sur cette espèce a été sous-évalué ;

CONSIDÉRANT que les 3 à 4 couples de Circaète Jean-Le-Blanc connus sur la ZPS représentent le quart de la population de la Côte-d'Or et environ 10 % de la population Bourguignonne ;

CONSIDÉRANT que la mortalité d'un individu engendrerait des impacts forts sur les effectifs de cette espèce ;

CONSIDÉRANT que l'atteinte que le parc fera peser sur la conservation de l'espèce à proximité immédiate du site d'implantation des éoliennes représente un danger pour cette espèce qui ne pourra être prévenu par les mesures proposées dans le dossier ou par d'éventuelles prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que les conditions de maintien dans un état de conservation favorable des populations de Circaète Jean-le-Blanc ne peuvent donc pas être réunies ;

CONSIDÉRANT les inventaires mettant en évidence la présence d'espèces protégées de chiroptères qui utilisent la zone d'implantation envisagée et ses abords aux différentes phases de leur cycle biologique, et notamment la Noctule de Leisler présente toute l'année et la Noctule commune qui utilise la zone d'implantation du projet en période de reproduction et comme axe de migration, notamment en fin d'été ;

CONSIDÉRANT les tendances d'évolution défavorable sur la période 2006-2019 des espèces de chiroptères présentes et plus particulièrement la Noctule commune (- 88 % des effectifs depuis 2006 et classée « vulnérable » sur la liste rouge France) et la Noctule de Leisler (- 54 % des effectifs depuis 2006 et classée « quasi-menacée » sur la liste rouge France), d'après les données issues du suivi Vigie-Chiro conduit par le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) ;

CONSIDÉRANT que l'implantation du parc éolien présente des impacts significatifs sur les espèces protégées de chiroptères, avec notamment un niveau d'impact résiduel jugé moyen sur la destruction de gîtes arboricoles en phase travaux ;

CONSIDÉRANT l'absence de qualification précise de l'impact lié à l'implantation du parc éolien en forêt sur les espèces protégées de chiroptères par la perte d'habitats de chasse causée par l'effet de répulsion des éoliennes en phase d'exploitation pour les chiroptères utilisant les gîtes arboricoles à proximité du parc, tels que la Noctule commune et la Noctule de Leisler ;

CONSIDÉRANT que cette perte significative d'habitat et destruction de gîtes font l'objet de mesures compensatoires dans l'étude d'impact, avec notamment la mise en place d'un réseau de plusieurs îlots de sénescence dans les forêts communales ou privées situées dans un rayon d'environ 5 à 10 km ;

CONSIDÉRANT la distance que peuvent parcourir les chiroptères pour la chasse, qui s'élève à plus de 10 km pour les espèces de Noctule commune et de Leisler ;

CONSIDÉRANT que les parcelles dans le cadre des mesures de compensation se situent donc à des distances trop faibles pour assurer une absence d'impact sur les espèces qui les utiliseraient et ainsi garantir l'efficacité de ces mesures de compensation ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires sont insuffisantes pour justifier une absence d'impact résiduel significatif, notamment sur la perte d'habitat pour les espèces de Noctules commune et de Leisler ;

CONSIDÉRANT ainsi que les mesures ERC proposées ne permettent pas de conclure au maintien dans un état favorable les populations de chiroptères présentes sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des considérants énoncés précédemment que les caractéristiques du parc éolien projeté ne permettent d'assurer le respect de toutes les conditions de délivrance de la dérogation sus-mentionnée telles qu'énoncées au 4° l'article L.411-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aucun complément d'étude et aucune prescription particulière ne permettraient de répondre aux enjeux de protection des espèces au titre de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aucune mesure autre que l'évitement ne permettrait de respecter les conditions de délivrance de la dérogation mentionnée au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que par conséquent les conditions de délivrance de la dérogation au titre des espèces protégées ne sont pas remplies ;

CONSIDÉRANT que conformément au 4° du II de l'article L181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent également le respect des conditions, fixées au 4° de l'article L. 411-2, de délivrance de la dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, lorsque l'autorisation environnementale tient lieu de cette dérogation ;

CONSIDÉRANT que, par ailleurs, conformément à l'article L. 181-2 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale tient lieu, y compris pour l'application des autres législations, des autorisations, [...] lorsque le projet d'installations [...] relevant de l'article L.181-1 y est soumis ou les nécessite :[...]

5° Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° du I de l'article L. 411-2.

CONSIDÉRANT par conséquent que la dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'espèces animales non domestiques et de leurs habitats en application du 4° du I de l'article L.411-2 ne peut pas être accordée, et donc que l'autorisation environnementale ne peut pas être accordée ;

Intérêts protégés au titre du L 511-1

CONSIDÉRANT que l'article L 612-1 du code du patrimoine prescrit que l'État assure la protection, la conservation et la mise en valeur du bien reconnu en tant que bien du patrimoine mondial de la convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, le 16 novembre 1972, lors de sa XVIIe session ;

CONSIDÉRANT que par la décision en date du 8 juillet 2015 adoptée par le comité du patrimoine mondial lors de sa 39° session, le site « les climats du vignoble de Bourgogne » est inscrit sur la liste du patrimoine mondial en tant que paysage culturel ;

CONSIDÉRANT que les critères de classement au patrimoine mondial précisent entre autres que le système des climats de Bourgogne, en associant les parcelles cadastrales de vignobles, les villages des côtes, est un exemple remarquable d'un paysage historique vinicole dont l'authenticité n'a jamais été remise en question au fil des siècles ;

CONSIDÉRANT que la commission d'enquête note « que le projet éolien devient perceptible à partir de l'unité paysagère de la Plaine Méridionale et qu'il existe quelques secteurs de visibilité

théorique du projet depuis la zone tampon du Bien UNESCO mais une partie de ces secteurs correspond à des zones boisées. La commission d'enquête considère que cette problématique mérite d'être approfondie compte tenu du « rôle » de cette zone tampon par rapport au Bien UNESCO »

CONSIDÉRANT que l'article L 612-1 du code du patrimoine prévoit pour la protection du bien, une zone, dite « zone tampon », incluant son environnement immédiat, les perspectives visuelles importantes et d'autres aires ou attributs ayant un rôle fonctionnel important en tant que soutien apporté au bien et à sa protection ;

CONSIDÉRANT que les photomontages montrent que les éoliennes seront visibles depuis des lieux de la zone tampon et notamment depuis le sommet des Falaises de Bouilland (photomontage n°66), l'entrée du village de Reulle-Vergy (photomontage 76), les hauteurs de Flavignerot (photomontage 80) ;

CONSIDÉRANT que la synthèse de la décision du classement rappelle entre autres que « la construction culturelle et historique des climats est liée au développement des installations et des villages sur les côtes, au patrimoine bâti qui matérialise un témoignage matériel de ce processus » et notamment « l'église Saint-Vivant de Vergy » sur le territoire de la commune de Curtil-Vergy ;

CONSIDÉRANT que la Zone de protection spéciale (ZPS) FR2612001 « Arrière Côte de Dijon et de Beaune » fait partie des éléments requis pour la protection et la gestion du bien « les climats du vignoble de Bourgogne » ;

CONSIDÉRANT que la Zone de protection spéciale (ZPS) FR2612001 « Arrière Côte de Dijon et de Beaune » est en partie sur le bien « les climats du vignoble de Bourgogne » ;

CONSIDÉRANT que l'implantation du projet de parc éolien de la société CEPE GRANDS COMMUNAUX sur la Zone de protection spéciale (ZPS) FR2612001 « Arrière Côte de Dijon et de Beaune » aura un impact qui ne peut être jugé de négligeable sur celle-ci ;

CONSIDÉRANT l'arrêté ministériel du 29 mars 1939 classant le site dit « de combe d'Arvaux à Lantenay » à l'inventaire des sites d'intérêt pittoresque, paysager et scientifique du département de la Côte-d'Or ;

CONSIDÉRANT que le site de Combe d'ARVAUX de 2,3ha est formé par les falaises qui ferment sur trois côtés la combe d'Arvaux, et qui ouvrent la vue vers le grand paysage naturel des Hautes-Côtes ;

CONSIDÉRANT que le site de Combe d'ARVAUX est situé à environ 15 km de l'éolienne la plus proche du projet ;

CONSIDÉRANT que l'emplacement du photomontage n°38 minimise l'impact sur l'écrin paysager naturel depuis le site classé de la combe d'Arvaux ;

CONSIDÉRANT que le projet éolien des Grands Communaux impactera ici la naturalité des paysages pittoresques et préservés que l'on peut aujourd'hui observer depuis le site classé de la combe d'Arvaux ;

CONSIDÉRANT l'arrêté ministériel du 17 mars 1972 inscrivant le site dit « de Chaudenay-le-Château » à l'inventaire des sites d'intérêt paysager et historique du département de la Côte-d'Or ;

CONSIDÉRANT que les 13 éoliennes seront visibles depuis le site inscrit de Chaudenay-le-Château et en visibilité avec le château fortifié et le village flanqué sur la colline (photomontage n°22) ;

CONSIDÉRANT que le site de Chaudenay-le-Château a fait l'objet d'une inscription au titre des sites le 17 mars 1972 pour préserver à la fois les éléments de patrimoine bâti (vestiges du château,

homogénéité architecturale du village) et le caractère rural qui fonde la qualité paysagère du site ;

CONSIDÉRANT que le projet d'éolien sera perceptible, à environ 8 à 10 km du site de Chaudenay-le-Château

CONSIDÉRANT que les impacts du projet sur l'aire de mise en scène rurale du village médiéval sont ici importants, et introduisent une dimension diachronique et industrielle significative dans ce paysage, en contradiction avec les motifs de protection du site inscrit (qui vise à maintenir l'écrin paysager rural du bourg à flanc de colline) ;

CONSIDÉRANT l'arrêté ministériel du 10 août 1942 inscrivant le site dit « des Roches à Arcey » à l'inventaire des sites d'intérêt pittoresque et paysager du département de la Côte-d'Or ;

CONSIDÉRANT que le photomontage n°78 met en évidence que toutes les éoliennes seront visibles depuis le belvédère de la Roche d'Anse (à une distance comprise entre 8,3 et 12,8km du point de vue) ;

CONSIDÉRANT que l'impact est qualifié de modéré dans l'étude d'impact sur ce belvédère de la Roche d'Anse, en raison d'une « emprise modérée à l'échelle du panorama » ;

CONSIDÉRANT que le regard porte naturellement sur le creusement géomorphologique présent sur les forêts de plateau situées au sud-ouest du point de vue (à droite du bois de Ménageon), pour venir butter sur la grappe constituée par les 13 éoliennes. Les éoliennes troublent ainsi la perception paysagère naturelle et forestière, naturellement concentrée sur le rythme apporté par la succession des bois de la Motte et de Ménageon face au belvédère, et par le creusement des vallées dans les grandes forêts de plateau. Les rapports d'échelles et éléments constitutifs de ces paysages naturels préservés sont ainsi impactés, et cette insertion d'éléments industriels sans lien avec le paysage naturel et agricole existant porte un préjudice à la qualité naturelle du panorama ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des considérants énoncés précédemment que contrairement à ce qui est mentionné dans l'étude d'impact, le projet aura un impact qualifié de fort depuis le point de vue du belvédère de la Roche d'Anse ;

CONSIDÉRANT l'arrêté ministériel du 4 janvier 1943 inscrivant le site dit la « Combe à la Vieille » et les « roches du châtelet » à l'inventaire des sites dont la conservation présente un intérêt général ;

CONSIDÉRANT que le projet sera visible dans le paysage depuis le sommet des falaises de Bouilland (photomontage n°66). Ce lieu de contemplation au sommet des falaises du site inscrit, et qui permet de profiter d'une vue plongeante sur le village et la combe, dans un huis clos fermé par les forêts qui encerclent la combe sur les plateaux ;

CONSIDÉRANT que cette ambiance « en huis clos » avec la combe sera ainsi très impactée par la présence des éoliennes, particulièrement les éoliennes T9 à T13 situées entre 6,6 km et 8 km du point de vue, qui seront visibles en grappe (4 moyeux visibles et une éolienne en bouts de pales) en surplomb du fond de combe de la source du Rhoin ;

CONSIDÉRANT l'arrêté ministériel du 14 décembre 1942 inscrivant le site dit « de la falaise de Baulme-la-Roche » à l'inventaire des sites d'intérêt pittoresque, paysager et historique du département de la Côte-d'Or ;

CONSIDÉRANT que le photomontage n°81 permet de mettre en évidence que le panorama proposé depuis le sommet des falaises sera impacté par la visibilité, même éloignée, de l'ensemble du parc éolien, celui-ci prenant place dans la perspective visuelle la plus qualitative de ce panorama, avec le village de Baulme-la-Roche en contrebas ;

CONSIDÉRANT l'arrêté ministériel du 24 mai 1943 inscrivant le site dit « Château de Mâlain et roche Vauxelles » à l'inventaire des sites d'intérêt pittoresque, historique et légendaire du département de la Côte-d'Or ;

CONSIDÉRANT que le projet sera visible dans le paysage depuis le point de vue de la tour du château, en surplomb du mont Chauvin (photomontage n°92). Le panorama sur les paysages collinaires forestiers des Hautes-Côtes sera donc également affecté depuis ce point de vue très pittoresque ;

CONSIDÉRANT que le projet éolien des Grands Communaux sera perceptible depuis l'abbaye de la Bussière-sur-Ouche faisant l'objet d'une protection au titre des monuments historiques depuis le 17 novembre 1966 (photomontage n°90) ;

CONSIDÉRANT que le projet éolien des Grands Communaux sera visible depuis Sombernon (photomontage n°41) en surplomb de la végétation forestière et du maillage de haies et de boqueteaux. De nombreuses habitations, situées de ce côté auront une vue certaine sur une partie du parc ;

CONSIDÉRANT que le caractère très préservé des Hautes-Côtes se manifeste par la présence de nombreux sites protégés au titre de la loi du 2 mai 1930 autour de la zone de projet, en complément de la présence de nombreux monuments historiques ;

CONSIDÉRANT que cette entité paysagère des Hautes-Côtes est également identifiée comme paysage emblématique majeur dans l'atlas des paysages de la Côte d'Or ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des considérants énoncés précédemment que le projet impactera significativement les paysages, les belvédères et points de vue qualitatifs de nombreux sites naturels et patrimoniaux protégés, dont le caractère préservé a toujours été reconnu et déterminant dans la décision de protection ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît que le projet est amené à présenter des inconvénients significatifs pour les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et plus particulièrement sur les paysages, qu'aucun complément d'étude et aucune prescription particulière ne permettraient de prévenir ;

CONSIDÉRANT que conformément au I de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT au regard de l'ensemble des points susmentionnés que les conditions pour pouvoir accorder une autorisation environnementale dans le respect des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement ne sont pas réunies et par ailleurs qu'il n'existe pas de prescriptions particulières suffisantes permettant de répondre à ces dispositions ;

CONSIDÉRANT en conséquence que l'autorisation environnementale demandée ne peut pas être accordée ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de Côte-d'Or ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Refus de la demande d'autorisation environnementale

La demande d'autorisation environnementale, déposée le 30 juillet 2020 par la société C.E.P.E « GRANDS COMMUNAUX » (SIRET 85060602100010), dont le siège social est situé au 330 rue de Mourelet, ZI de Courtine, 84000 Avignon, concernant le projet d'exploitation d'une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes d'Antheuil (21360) et Saint-Jean-de-Boeuf (21410), est refusée.

ARTICLE 2 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société C.E.P. E Grands Communaux.

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie des communes de Saint-Jean-de-Boeuf (21) et d'Antheuil (21) et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de Saint-Jean-de-Boeuf (21) et d'Antheuil (21) pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3 - Voies de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la Cour administrative d'appel de Lyon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publication accomplie.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La Cour administrative d'appel peut être saisie d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 - Exécution et ampliation

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, les maires d'Antheuil et de Saint-Jean-de-Boeuf, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et la Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

LE PRÉFET

Signé

Paul MOURIER